

PRÉFÈTE DU CHER

Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement Centre-Val de Loire

Bourges, le 05 octobre 2015

Unité territoriale du Cher et de l'Indre

INSTALLATIONS CLASSÉES

Société SITA CENTRE OUEST

MARMAGNE

Objet : Mise en place de garanties financières pour la mise en sécurité des installations

RAPPORT DE L'INSPECTION DES INSTALLATIONS CLASSEES

1. CONTEXTE REGLEMENTAIRE

L'alinéa 5 de l'article R. 516-1 du code de l'environnement soumet certaines catégories d'installation à garanties financières pour la mise en sécurité lors de la mise à l'arrêt définitif depuis le 1er juillet 2012. Cette disposition vise à permettre de réaliser dans des conditions satisfaisantes le retrait des déchets et/ou des produits dangereux, l'élimination des risques d'incendie et d'explosion, la clôture des installations pour éviter tout risque pour les personnes et l'environnement, et éventuellement la surveillance des milieux (eaux souterraines) en cas de pollution.

Un délai d'application du décret de deux ans à compter de la date d'exigibilité de ces garanties financières a été accordé pour les installations existantes afin de permettre aux exploitants d'anticiper ces obligations. Ce délai doit être mis à profit pour anticiper les échéances prévues à l'article R.516-5-1.

Il appartient aux exploitants concernés de calculer le montant de la garantie à retenir en fonction des opérations de mise en sécurité qui seront à réaliser lors de la mise à l'arrêt des installations.

Copie à : DREAL Centre-Val de Loire – SEIR
PJ : projet d'arrêté préfectoral complémentaire

2. PRESENTATION DE L'ETABLISSEMENT

Raison sociale : SITA CENTRE OUEST

Siège social : 6 rue Gaspard Monge – ZA de Conneuil – 37270 MONTLOUIS-SUR-LOIRE

Adresse de l'établissement : Lieu-dit : "Cors" – 18500 MARMAGNE

Activité principale : traitement et élimination de déchets non dangereux

3. CALCUL DES GARANTIES FINANCIERES

La société SITA CENTRE OUEST est autorisée par arrêté préfectoral du 20 novembre 2006 modifié à effectuer une activité de traitement et élimination de déchets non dangereux.

Conformément à l'arrêté ministériel du 31 mai 2012 fixant la liste des installations classées soumises à l'obligation de constitution des garanties financières, elle est concernée par la rubrique suivante.

Rubrique ICPE	Libellé des rubriques
2791	Installation de traitement de déchets non dangereux à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2720, 2760, 2771, 2780, 2781 et 2782.

Les activités connexes aux installations précitées sont également visées. On entend par installation connexe toutes les installations qui sont nécessaires au fonctionnement de l'installation soumise à garanties financières en intégrant les déchets de toutes natures ou les produits dangereux générés et utilisés par l'installation. Sont notamment visés :

- Les zones de stockage de déchets non dangereux et dangereux listés par l'exploitant dans ses courriers du 24 décembre 2013 et du 30 octobre 2014.

Par courrier du 24 décembre 2013 la société SITA CENTRE OUEST a fourni une première proposition de calcul du montant de la garantie financière applicable. Par courrier du 14 août 2014, l'inspection des installations classées a demandé des compléments. L'exploitant a fourni des éléments de réponse par courrier du 30 octobre 2014.

4. AVIS DU SERVICE INSTRUCTEUR

Après examen par l'inspection des installations classées et compte tenu des compléments apportés par l'exploitant le 30 octobre 2014, le calcul proposé par la société SITA CENTRE OUEST est considéré comme conforme aux dispositions de l'arrêté ministériel du 31 mai 2012 relatif aux modalités de détermination et d'actualisation du montant des garanties financières pour la mise en sécurité des installations classées et des garanties additionnelles en cas de mise en œuvre de mesures de gestion de la pollution des sols et des eaux souterraines, et à celles de la note DGPR référencée BSSS/2013-265/EF du 20 novembre 2013.

Le montant des garanties financières ainsi calculées s'élève à **180 120,43 euros TTC**.

Certaines données qui encadrent ce calcul doivent être désormais prises en compte dans les prescriptions préfectorales applicables à l'établissement, et concernent :

- le taux de TVA applicable qui est 20% ;
- la dernière valeur de l'indice public TP01 de 700,5 (indice de septembre 2014).

De même, la quantité de déchets et de produits dangereux entreposés sur le site n'étant pas fixée dans les dispositions préfectorales actuelles, celle-ci doit être dorénavant prise en compte conformément aux dispositions du paragraphe V.B de l'annexe I de la note DGPR du 20 novembre 2013 précitée.

Type de déchets	Quantité maximale stockés sur le site
Déchets dangereux	<ul style="list-style-type: none"> • Eau hydrocarbonnée : 9 m³ • Déchets boueux : 1 m³ • Déchets DIS de types filtres à huiles et emballages souillés : 3 t
Déchets non dangereux	<ul style="list-style-type: none"> • Bois : 1 835 t • Déchets verts : 1 500 t • Compost : 6 000 t • Eaux de la lagune : 2 500 m³

Le coût lié à l'installation de 3 piézomètres ainsi que les montants relatifs à la surveillance des eaux souterraines ont été intégrés dans le calcul proposé par l'exploitant.

5. CONCLUSION ET PROPOSITIONS

En application des dispositions de l'article R.516-1 du Code de l'Environnement, l'inspection des installations classées propose à Madame la Préfète du Cher de fixer par arrêté préfectoral complémentaire le montant des garanties financières applicables à la société SITA CENTRE OUEST à 180 120,43 euros tel que précisé au paragraphe 4. Un projet d'arrêté préfectoral à cet effet est joint au présent rapport.

En application de l'article R.512-31 du Code de l'Environnement, le projet d'arrêté préfectoral doit être présenté, pour avis, au conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques.

L'inspectrice des installations classées,

Signé

Vu et transmis avec avis conforme,
à Madame la Préfète du Cher,
Pour le directeur régional,
Le chef de la première subdivision du Cher,

Signé

